

# **« Le pouvoir au peuple »**

Contribution de Pierre GOLDBERG : dec 2012

Deux récentes initiatives tenues à Montluçon viennent de mettre en évidence l'élément majeur d'une stratégie permettant de dégager l'horizon politique.

Le 22 novembre, les organisateurs d'un débat d'idées sur l'apport d'un communisme de nouvelle génération, mettaient au cœur des échanges l'importance déterminante du « rôle et pouvoir du peuple. »

Le 29 novembre, le Front de Gauche accueillait parmi ses intervenants, Francis WURTZ, député honoraire du Parlement Européen et dirigeant au PCF. Au cours de son intervention il déclarait : « on peut faire bouger l'histoire, mais ça ne passe pas par des dirigeants de partis, aussi brillants soient-ils, mais par la mise en mouvement de la société, des citoyennes et citoyens. Notre mérite doit être de donner l'envie et les moyens au plus grand nombre d'être des acteurs et des actrices. »

Cette prometteuse convergence est en prise directe avec un des mots d'ordre essentiel du Front de Gauche qui, durant les dernières présidentielles, en a appelé à faire vivre « le Pouvoir du Peuple ». Il n'est pas infondé de dire que depuis rien ou si peu n'a été fait pour faire partager ce qui est le tréfonds d'une telle conception du rôle et du pouvoir des humains.

Certes la tâche est complexe ; tant est profond le brouillage dans les consciences, mais elle est déterminante et tout autant urgente.

Le monde est engagé dans une course à l'abîme, sur un fond de domination du capitalisme mondialisé, responsable d'une crise sans précédent.

Tout indique que nous sommes au bout d'un cycle historique. Le moment ressemble à un basculement, un basculement dangereux avec la progression des tenants du capitalisme à réactiver les vieilles discriminations, les peurs et les tensions. Est-il exagéré de dire que ces réactions s'amplifient face à la fuite en avant dans l'austérité à tout crin d'un gouvernement social-libéral ; face aussi aux empoignades à l'UMP, le tout déconsidérant un peu plus la politique avec le risque que le Front National en soit le bénéficiaire.

Alors que faire ? Le pouvoir au peuple, oui, mais comment ? Que faut-il conserver et améliorer dans les actuelles pratiques et stratégies politiques ? Et surtout, que faut-il changer quand les choses évoluent tant et si vite et appellent notre intelligence à être à la hauteur des attentes ?

Les mobilisations contre les politiques d'austérité n'ont pas manqué en Europe et en France. Elles ont eu souvent des puissances remarquables.

Pourtant nulle part, elles n'ont, durant toute une longue période de trente ans et plus, réussi à inverser, ni même souvent à infléchir le cours des politiques menées. Elles n'ont jamais débouché sur une véritable alternative politique. Le modèle capitaliste, basé désormais sur la domination quasi exclusive des marchés financiers et la création d'énormes dividendes pour les actionnaires, est resté intact et bien en place.

Quel est le constat? Des propositions phares, des mesures d'urgence pour atténuer autant que faire se peut les méfaits de la crise sont portées de façon éclatée. Que ce soit par des syndicats comme la CGT, la FSU ou solidaires, par des associations de défense des droits humains. Un pas en avant considérable serait fait si ces propositions étaient avancées et défendues ensemble. Il est incontestable que les luttes acquerraient une crédibilité manquant actuellement. La situation peut bouger vite et son évolution est imprévisible. Les initiatives que nous prendrons pour construire ce cadre de résistances le plus large possible seront, dans le cadre des luttes immédiates, décisives. Il faut suivre la voie ouverte par la grande manifestation du Front de Gauche qui a eu lieu à Paris le 30 septembre dernier et qui portait ce nouvel élargissement.

Mais les décennies passées ont prouvé que la résistance, certes indispensable, ne suffit pas. Et là, les stratégies politiques portées durant ces années passées doivent changer considérablement, sinon du tout au tout. Pourquoi ?

La classe ouvrière, l'immense majorité du peuple qui a intérêt à changer de société, se trouvent privées de l'espoir qu'une société émancipée soit l'aboutissement d'un combat de classes déterminé. Les luttes sont constamment renvoyées au présent, uniquement au présent. Les citoyens se voient en grande partie paralysés du fait qu'ils ne sont pas convaincus de la possibilité d'une rupture avec le capitalisme pour construire un autre modèle de société. De ce fait, le potentiel de résistance, de contestation ne peut se libérer jusqu'au bout, jusqu'à dire, au cœur des luttes, c'est en finalité pour un autre modèle de société, pour une autre vie que celle que nous vivons, que nous nous battons.

Et l'on vit donc cette situation où des énergies de luttes éparses se trouvent cantonnées dans leur expression aux seuls champs revendicatifs et électoraux, aux combats immédiats, emprisonnés dans les cadres idéologiques imposés par le système capitaliste et parce que, du même coup, est aveuglée la perspective émancipatrice qui seule pourrait dynamiser les luttes et leur donner une perspective en faisant éclater les carcans conservateurs.

Il est donc urgent de considérer que la tâche urgente, en surplomb de la lutte contre l'austérité, c'est de travailler, d'arrache-pied et sans retard, à la construction d'une société alternative, d'une autre vision du monde, d'un autre sens à donner à la vie humaine.

On le voit bien, il ne s'agit nullement d'une démarche programmatique qui ne peut-être, pas moins pas plus, que la mise en forme concrète d'un nouveau projet de société. Ne devrait-on pas se demander si la seule démarche programmatique, comme c'est le cas depuis bien trop longtemps, n'a pas, au fond, plus d'inconvénients que d'avantages. Que se passe-t-il dans les têtes quand on reçoit un programme tout élaboré et que l'on a eu aucun cas été associé, dès le départ, à son élaboration. Au contraire, le citoyen associé aux réflexions en profondeur et à l'élaboration d'un nouveau projet de société, invité à construire le programme qui fera entrer dans la vie ce nouveau projet, devient alors un auteur et un acteur à part entière. N'est-ce pas une des bonnes façons de faire concrètement entrer dans la vie réelle notre mot d'ordre « le pouvoir au peuple » ?

Mais concrètement, comment faire ? C'est peut-être là que la stratégie politique des partis progressistes, portée à l'identique, depuis des dizaines d'années, doit changer profondément. La conception de la politique où les citoyens ne sont pas des acteurs directs, mais des spectateurs disciplinés et abonnés seulement à soutenir, est totalement dépassée. Il est plus que temps de passer d'une culture politique, définie au sommet par les parties et basée sur la seule élaboration du programme, des stratégies électorales et des modalités d'action, à une culture de la mise en débat dès le début de tout processus d'élaboration des options transformatrices, sans que rien ni jamais ne soit élaboré à la place des intéressés.

La question centrale posée à la gauche de transformation de la société est de mettre en circulation des idées fortes dans les têtes et, pas à pas, de faire grandir une conception de la politique entièrement entre les mains des citoyens. Fondamentalement, il s'agit de faire patiemment émerger des éléments constitutifs d'une nouvelle culture politique qui soit propre aux gens.

Commençons par nous convaincre, nous les militants de l'émancipation humaine, que pour aller à une vraie alternative politique, il faut un mouvement citoyen puissant qui sache dire dans quel monde il souhaite vivre ;

Commençons par nous convaincre que c'est au peuple de décider de ses espaces de démocratie ;

Commençons par nous convaincre que de plus en plus les gens, les divers mouvements citoyens, ne veulent plus d'idéaux préfabriqués, c'est la marque essentielle de ce début de XXIème siècle.

Commençons par nous convaincre de rejeter toutes les visions qui ignorent les capacités des gens et qui sous-entend que le salut ne peut venir que de l'extérieur ;

Commençons par nous convaincre que la clé de la situation actuelle se trouve dans la capacité du peuple, des travailleurs, des chômeurs et des jeunes à entrer dans le jeu et à remettre en cause le capitalisme.

La question posée est donc de trouver les formes d'un fonctionnement qui associent la participation des forces organisées – et d'abord des partis politiques qui ont toutes libertés de continuer d'exister (pour ma part c'est encore une absolue nécessité) et de produire leurs propres réflexions et propositions – et la prioritaire participation des citoyens.

« Pouvoir au Peuple » dit le Front de Gauche. Si l'on veut faire vivre sans hésitation cette formulation, qui emprunte tant au communisme, il est plus que temps de faire vivre une ouverture de notre Front de Gauche à la participation, libre et directe, des citoyens, avec la possibilité d'y adhérer et de participer pleinement aux décisions.

Beaucoup de temps a déjà été perdu pour avancer en ce sens, au risque de démobiliser ou de décevoir celles et ceux que nous avons su rassembler, notamment aux dernières présidentielles.